



Madame l'Inspectrice d'Académie, Mesdames et messieurs les membres du comité,

Ce dernier CTSD de l'année scolaire va examiner les mesures d'ajustement pour la rentrée prochaine. En étudiant les effectifs envoyés par nos collègues, nous avons pu noter certaines situations qui méritent un examen particulier. Nous vous en ferons part. En outre, malgré une baisse des effectifs au niveau départemental, cela ne se traduit pas concrètement dans les écoles et pour cause : les fermetures de classes ou d'écoles ont été nombreuses ces dernières années et paradoxalement les créations de postes n'ont pas été attribuées aux postes classes. Si nous actons positivement des créations de postes de remplacement, de PMQC ou d'autres dispositifs, nous maintenons que la baisse des effectifs dans les classes est un levier indispensable à la réussite de tous. Attention aussi Madame l'Inspectrice aux concentrations, fusions et restructurations d'écoles. Certains secteurs de notre département seront bientôt des zones blanches, l'offre éducative ayant disparu... Ne serions-nous pas parvenus « à l'os » ?

La population de notre département rural, connaît l'isolement, la difficulté économique et sociale. La présence du service public et à fortiori celui de l'éducation est essentiel pour nos populations qui se sentent abandonnées par l'Etat... Les idées d'extrême droite simplistes et dangereuses ont fait leur chemin. Dans ces secteurs ruraux, les résultats des élections en témoignent.

Cette année a été marquée par une longue séquence électorale. Si nous acceptons la démocratie qui s'est exprimée, nous ne pouvons ignorer la forte abstention qui en résulte et de fait la grande majorité des citoyens qui n'adhère pas au projet Macron. Indépendante de tout pouvoir politique et opposée à toute forme de cogestion, la FSU est inquiète quant aux premières annonces du ministre Blanquer : CP à 12 en REP+ avec la disparition des PMQC contre l'avis des collègues, renforcement de l'autonomie des établissements, précipitation sur le décret rythmes scolaires. La FSU s'est prononcée pour ce dernier à l'occasion du CSE du 8 juin, en s'appuyant sur la profession et sur l'enquête réalisée auprès des collègues. Ceux-ci souhaitent très majoritairement la possibilité de revenir à la semaine de 4 jours. Cela interroge bien évidemment nos conditions de travail. Ce n'est pas un blanc-seing, car la réussite des élèves n'est pas qu'une question de rythmes. Si le gouvernement agit par ce décret d'un point de vue purement financier et économique, l'ambition que nous avons pour l'école ne se situe pas là. Nous le répétons et le répéterons encore : baisse des effectifs dans les classes, généralisation des PMQC, RASED, formation initiale et continue, déconnexion temps d'enseignement du temps élève, rémunérations... Ces dossiers méritent d'être mis sur la table pour construire un projet ambitieux pour l'école déconnecté du temps politique !

Ce gouvernement n'a pas choisi ce chemin ! Le ministre préfère la rentrée en fanfare dans tous les établissements scolaires en plan vigipirate ! Avec les mesures de régression sociale envisagées, les concerts de tambours et de sifflets pourraient bien se retrouver dans la rue... Très vite !